



L'été aéronautique approchant, l'heure des comptes va-t-elle enfin sonner !?

Nationalement, toujours aucune avancée côté protocole qui reste **insignable** pour les contrôleurs.

Nous regardons avec attention ce qui se passe dans le pays et la volonté du nouveau gouvernement de solutionner en quelques jours des années d'incompétence et de mauvais choix de l'Etat et de son Administration. Côté DGAC, les géniaux hauts fonctionnaires ont ainsi foutu en l'air 2 milliards d'€, en toute irresponsabilité.

**NI COUPABLES,
NI RESPONSABLES**

Le Directeur Général fait aujourd'hui traîner le protocole social en orchestrant les attaques sur notre profession et en proposant une V3 absurde après plus d'un an de pseudo négociations. Sans même aborder les valorisations salariales et de retraite que le corps attend, force est de constater qu'il ne faut en effet vraiment rien comprendre à notre métier, lorsqu'on propose 36 CDS au lieu de 48 en CRNA, qu'on demande à un PC en salle d'être utilisé en hiver en salle et hors salle, et qu'on supprime la moitié des approches car la DSNA n'a pas été capable de les moderniser, etc...

Nous invitons notre DG à proposer une version de protocole revue de fond en comble pour être signée par le plus grand nombre d'OS dans l'intérêt de la DGAC, de ses ICNA, et de l'avenir du service efficace que nous devons aux usagers.

La deadline est bien sûr le début de l'été aéronautique, **il ne reste donc qu'un mois. Nous savons tous ce qui doit apparaître et ce qui doit être enlevé.**

Une administration à la dérive ...

Un harcèlement moral systémique ?

Que ce soit à l'APP de LFBD ou plus récemment au CRNA Ouest, ou bien ailleurs en Métropole et Outre-Mer, nous sommes témoins d'agissements de la part de l'administration qui entraînent la dégradation des conditions de travail d'agents pouvant aboutir à :



- une atteinte à leurs droits et à leur dignité,
- une altération de leur santé physique ou mentale,
- une menace pour leur évolution professionnelle.

Notre syndicat est bien conscient du problème et a déjà demandé à ce que cela cesse. Mais sûrement faut-il aller plus loin à présent si le DG n'agit pas.

L'indépendance et l'honnêteté du BEA remis en question

Le rapport du BEA concernant un incident à LFBD avait bien une portée politique: fait assumé par l'enquêtrice du BEA à qui on aurait demandé de faire le lien entre organisation du travail et sécurité. Mais, est-ce bien normal de recevoir des instructions quant au contenu d'un rapport ? Si les faits sont avérés et nous aurons le fin mot de l'histoire, les répercussions seront importantes pour le BEA et la DGAC. Qui a ou aurait (?) bien pu commettre une telle folie qui déshonorerait le BEA, et montrerait ainsi que l'étanchéité n'existe pas entre BEA et DGAC.



Localement, le CSA du 13 février vient de tout valider (POUR: Admin + SNCTA) : service mini avec nouveaux TDS, déclaration préalable, XP densifiée avec 9 JO, ça monte encore avec **1 JO à faire tous les 2 cycles sur 7 mois sur 12!**



Pour répondre à notre mécontentement sur le recul de notre droit de grève, la réponse fut que cela a été construit pour minimiser l'impact de nos grèves. Ils en ont donc marre des emmerdeurs qui pensent différemment ! C'était donc ça le deal, partout où nous sommes minoritaires, nous faire taire !



- Pourtant le pluralisme a évité de faire bien des bêtises (le prestataire privé par ex.).
- Pourtant tous les PC de LFBB, comme nous, devraient condamner le déséquilibre sur le service minimum entre centres. Pourquoi avoir privilégié le pouvoir de nuisance de REIMS au détriment de celui de BREST ou de BORDEAUX ?

Car **POUVOIR DE NUISANCE = CAPACITÉ DE NÉGOCIER**

Dernière provocation en date: le DO en visite à Brest s'est interrogé sur l'avenir au sein de la DSNA des centres contestataires! C'est stupide: la DSNA pourrait-elle survivre sans les tirelires de Brest et Bordeaux !? Le niveau de la DO touche vraiment le fond en répondant cela à nos deux centres qui voient juste en 4F sans filtrage/MTCD par ex., un recul technologique préjudiciable. Tout le poids de l'acceptabilité repose sur les experts et les formateurs, à qui nous souhaitons bon courage car la pilule sera peut-être trop dure à avaler.